

Capitalisme et utopie *

Niklas LUHMANN

Professeur à l'Université de Bielefeld

RÉSUMÉ. — L'union des deux thèmes hétérogènes « **capitalisme** » et « **utopie** », provient d'une description des conséquences d'une différenciation fonctionnelle du **système** de la société. Si par « capitalisme » on entend la description d'une société possédant un système économique différencié et autonome quant à ses opérations, la question est de savoir comment le système politique peut coexister à côté de lui. Par l'utopie. L'utopie politique, qui permet d'assurer la coexistence des deux systèmes, se nomme « économie sociale de marché ». Mais cette utopie n'est plus définie comme modèle idéal permettant une critique de la société actuelle, c'est une composante de l'autodescription du système, une forme de réplication, dans le système politique lui-même, du caractère non maîtrisable de la société.

On peut élever des doutes à propos du fait que les deux concepts mentionnés dans le titre se laissent réunir de façon à former un seul thème. À première vue, il s'agit de concepts issus de contextes historiques et matériels tout à fait différents. C'est depuis le début du XVI^e siècle, à la suite de la publication de *L'Utopie* (1516) de Thomas More, que l'on parle d'« utopie ». L'expression « capitalisme » n'est devenue courante qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Marx, on peut le constater à la surprise générale, n'emploie pas encore ce terme, mais il parle du mode de production capitaliste. Avec son « utopie », Thomas More avait essentiellement réagi au système de patronage des Cours et des grandes dynasties de la noblesse de son temps, donc à un ordre social qui essayait de compenser, par les rapports patron/client, l'absence d'institutions permettant l'organisation et l'administration. En revanche, la critique du capitalisme s'est surtout orientée d'après l'organisation fonctionnelle, bien qu'« exploitatrice », du travail industriel. « L'Utopie », d'abord titre de livre, finit par désigner un genre : depuis cette première publication, on écrit des « utopies ». En revanche, le capitalisme, si l'on prend ce terme dans sa plus large extension, est la désignation historico-universelle d'une époque. Une « utopie » est sciemment organisée sous la forme d'un paradoxe, dans la première publication du moins. Il s'agit de la description d'un lieu que l'on ne peut trouver nulle part. Par « capitalisme » en revanche, on entend la description d'une réalité qui souffre cependant d'oppositions de classes et de contradictions structurelles et qui, pour cette raison, est instable et engendrera sa propre fin. On peut

* Article paru dans *Merkur*, 3, 1994, traduit de l'allemand par Mira Köller et Dominique Séglard.

considérer cette description comme une idéologie ; mais de toute façon elle n'est pas ce qu'était un paradoxe pour la rhétorique de la Renaissance, à savoir une incitation à réfléchir sur les opinions normalement reçues.

Avec le temps ¹, la forme littéraire de l'utopie a vu ses possibilités se développer, depuis surtout que sont nées les utopies temporelles, c'est-à-dire des utopies qui sont formulées comme une description du futur ², et également depuis qu'il y a non seulement des utopies positives, mais également des utopies négatives. On peut également noter des changements dans la discussion portant sur le capitalisme, mais ils sont plutôt dus aux théories en vogue dans les sciences économiques, aux effets de l'État-providence et à l'expérience qui nous a fait constater que la fin du capitalisme ne s'est toujours pas produite et que, si elle survient un jour, ce ne sera pas une fin heureuse mais une catastrophe. Il faut également rappeler que les habitants de l'île d'« Utopia » pouvaient organiser leur économie sans recourir à l'argent. En revanche, quand on parle de capitalisme, on reconnaît que cela est impossible ou, du moins, que ce n'est pas économiquement recommandable. Les théoriciens bourgeois, Karl Marx le premier, n'avaient laissé planer aucun doute sur le fait que le développement de la société capitaliste représentait un progrès admirable par rapport à l'ordre féodal du début du Moyen Âge. Mais est-il possible de transformer une utopie en y introduisant l'économie monétaire, par exemple de façon à ce que chacun reçoive autant d'argent que cela lui semble nécessaire ? Et en fin de compte, la discussion portant sur l'utopie est solidement calée entre les mains de critiques littéraires et de philosophes qui ne s'occupent que de textes plus ou moins anciens, rongés par les souris ³. Ce sont en revanche des gens qui pensent connaître quelque chose à l'économie, ayant peut-être lu des passages du *Capital* de Karl Marx, qui discutent du capitalisme.

Comment unir des pensées aussi hétérogènes ? Il faudrait pour cela disposer d'une théorie de la société moderne qui puisse expliquer pourquoi cette société subsume les expériences qu'elle fait d'elle-même sous des concepts tels que ceux de capitalisme et d'utopie. Mais une telle théorie de la société n'est pas aujourd'hui disponible.

La seule chose que la société puisse offrir, c'est une accentuation nette de la différenciation - tantôt selon le concept de division du travail (Durkheim) tantôt selon le concept d'incompatibilité tragique des sphères de valeurs ou des ordres de vie (Max Weber), tantôt comme conséquence de l'analyse du concept d'action (Talcott Parsons). On souligne en même temps ainsi la particularité, historiquement tardive, voire improbable du point de vue évolutionniste, de la situation actuelle du problème. On pourrait travailler plus que d'habitude avec les concepts de la théorie récente des systèmes, et donc parler de la différenciation fonctionnelle du système ⁴. Mais il ne m'est pas nécessaire d'élucider davantage les détails du développement théorique, il suffira de poser la question suivante : que devient la sémantique du capitalisme et de l'utopie si l'on suppose que par là on décrit les conséquences d'une différenciation fonctionnelle ?

¹ En ce qui concerne la période des premières utopies, cf. Michael Winter, *Compendium Utopiarum. Typologie und Bibliographie literarischer Utopien*. Stuttgart, Metzler, 1978.

² Le premier cas a été Louis Sébastien Mercier : *L'an deux mille quatre cent quarante*, Londres, 1772.

³ Cf. par exemple Wilhelm Voßkamp (Hrsg.), *Utopieforschung. Interdisziplinäre Studien zur neuzeitlichen Utopie*. Trois volumes, Frankfurt, Suhrkamp, 1985.

⁴ Cf. Niklas Luhmann, Raffaele de Giorgi, *Teoria de la societa*, Milan, Angeli, 1992.

Dans les discussions telles qu'elles existent jusqu'à présent, le « capitalisme » n'est pas un concept appartenant aux sciences économiques, mais à l'histoire sociale. Cela signifie surtout que l'on prévoit le début et la fin du capitalisme et, éventuellement, des classifications telles que « capitalisme naissant », « capitalisme tardif », « capitalisme commercial », « capitalisme monopoliste », mais que les détails économiques ne sont pas clarifiés et demeurent sujets à controverse. Une seule chose est sûre : on se dirige vers la fin de l'époque capitaliste, peu importe ce que cela peut signifier du point de vue des sciences économiques.

Même si l'on éprouve peu de goût pour poursuivre cette discussion séculaire sur le capitalisme, il faudra reconnaître que le système économique de la société moderne possède certaines caractéristiques qui n'ont pas qu'un intérêt économique. Par le concept de « capitalisme » on décrit une économie qui est différenciée sur la base de paiements en argent. On parle de «-isme » afin de souligner qu'il s'agit d'une description ; et cela explique également le fait que ce terme n'a été utilisé qu'après l'emploi antérieur des termes « capital », « capitaliste » (adjectif) et « capitaliste » (substantif). On a besoin de capital afin de permettre des investissements avant que l'on puisse attendre les bénéfices de l'investissement. Et l'on a également besoin de capital afin de pouvoir faire face à des difficultés provisoires de paiement. On peut largement remplacer le capital propre par des crédits et, dans les conditions actuelles, il est rationnel de le faire parce que, si l'on économisait trop longtemps pour avoir nos fonds propres, on manquerait trop d'occasions. Le capital (y compris une partie du crédit) remplit donc une fonction de soudure, de compensation de la distance temporelle entre les paiements. Telle est précisément aussi la fonction du crédit. C'est cette compensation temporelle qui fait l'affaire des banques. Comme on le dit aujourd'hui, elles font le commerce des promesses de paiement en promettant, d'un côté, le remboursement des dépôts et, de l'autre, en engageant à lui promettre le remboursement des crédits. Si l'on souligne le risque que représente la distance temporelle entre les paiements, on peut également parler de l'absorption et de la gestion des risques financiers.

Je ne peux qu'esquisser tout cela ici. Le fait décisif, c'est que de telles structures et de telles organisations ne se développent que lorsque l'économie est différenciée sur la base de paiements monétaires. Les paiements monétaires sont donc l'opération autopoïétique fondamentale du système ; et « autopoïétique » signifie que l'opération produit et reproduit les conditions de sa propre possibilité, puisque l'on n'accepte l'argent que lorsqu'on peut ensuite le dépenser. Tout paiement sert à reproduire une possibilité de paiement⁵. Marx avait déjà caractérisé le mode de production capitaliste par le fait que l'on produit à partir de produits d'une production, expliquant ainsi le besoin de capital et, en même temps, le caractère inhumain, « aliénant », de cet ordre économique. Si l'on transforme la théorie de la production matérielle en une théorie du paiement, et ainsi la théorie de la reproduction en une théorie du refinancement, on peut encore mieux montrer le caractère autodynamique et différencié du système. (Le travail, par exemple, n'est pas nécessaire à la reproduction de l'homme mais, pour la plupart des gens, une nécessité induite par le refinancement de leurs dépenses).

Il va de soi que les paiements ne se font pas uniquement pour eux-mêmes - à l'exception des « donations », juridiquement très douteuses depuis l'époque romaine. Ils

⁵ Cf. Niklas Luhmann, *Die Wirtschaft der Gesellschaft*, Francfort, Suhrkamp, 1988.

ont plutôt lieu dans le contexte des transactions, par conséquent dans le contexte d'une contrepartie qui est à son tour estimée selon son coût. Le *medium* « argent », symboliquement généralisé, et l'opération du paiement, représentent l'occasion et le mécanisme de la *différenciation* d'un *système* économique (à la différence des activités purement économiques qui existent naturellement dans toute société). Mais les *structures* d'un tel système se réfèrent toujours aux transactions, effectuées au sein du système, puisque ce n'est qu'à l'occasion des transactions que naissent des informations dans le système, qui peuvent par la suite réaliser davantage de processus, donc avant tout des informations sur les prix grâce auxquels l'économie fait ses calculs concernant le budget ou la situation de l'entreprise, établit des bilans et des budgets, aboutissant ainsi à des décisions économique-rationnelles (ce qui ne doit pas signifier optimales).

Le fait que la société différencie un système fonctionnel sous la forme de l'économie et abandonne son bien-être économique au dynamisme propre de ce système est donc dû au mode d'opération spécifique de l'économie monétaire. On rejette ainsi comme insuffisantes toutes les explications anthropologiques ainsi que toutes les explications qui recourent au concept de péché. Ce que l'on avait remarqué comme étant de l'égoïsme effréné, comme *avaritia*, comme *pleonexia*, est un produit dérivé de l'économie monétaire et non pas son moteur ⁶. Ceci ne constitue donc un thème ni pour la confession ni pour les appels éthiques, comme c'est une vaine mode aujourd'hui. Nous avons plutôt affaire à un problème structurel de la société moderne, à une conséquence de la différenciation fonctionnelle.

Il faut donc entendre par « capitalisme » la description (historique et en grande partie périmée) d'une société dotée d'un système économique différencié. Cette description recèle des significations secondaires et suscite des attitudes de reproches qui visent à impressionner le système politique de la société, voire à le « révolutionner ». Si l'on modifie, comme nous l'avons esquissé ci-dessus, les fondements théoriques de la description du système économique, cela aura des conséquences, politiquement exploitables, sur les significations secondaires du « capitalisme ». Il ne s'ensuit cependant pas que le « capitalisme » puisse être jugé avec plus d'indulgence ou être légitimé, comme le craignent ses adversaires idéologiques. La vérité serait même plutôt le contraire, à savoir que son évaluation globale révèle tellement de problèmes que s'évanouit toute idée selon laquelle cela constituerait un mal auquel on pourrait mettre un terme.

Le discours du capitalisme, devenu aujourd'hui classique, n'a jamais pu complètement se détacher de l'idée selon laquelle le capitalisme est un ordre dans lequel les capitalistes jouent un rôle particulier - sinon en tant qu'individus qui, sous les contraintes du système, disposent de peu de liberté de choix, du moins en tant que classe sociale qui utilise le système afin de réaliser son propre profit.

Comme nous l'avons déjà dit, le concept de « capitaliste » était déjà courant lorsqu'on a en plus inventé le concept systématique de « capitalisme ». La vieille critique

⁶ Cela n'exclut pas que l'on puisse supposer ici, avec Max Weber, un besoin de légitimation qui ne pouvait être d'abord satisfait que par des moyens religieux. Mais l'utilisation de la religion ne serait pas alors une condition historico-sociale du passage au capitalisme, mais seulement un phénomène accessoire, alors que ce qui importe, ce serait plutôt la naissance de marchés suffisamment grands.

bourgeoise de la noblesse, vivant de ses rentes, pouvait sans problème être transposée au capitaliste vivant de profits et d'intérêts et, chez Marx, elle est passée à une critique structurelle du capitalisme, qui pouvait se passer d'arguments moraux. Il fallait évidemment transformer la propriété foncière en propriété industrielle. Par conséquent, le centre de l'exposé était l'organisation de la production industrielle, que l'on pouvait facilement se représenter comme un ordre de domination, et interpréter comme un ordre vertical des classes sociales, grâce à la structure hiérarchique de l'organisation de la production industrielle. Vers le milieu du XIX^e siècle cette théorie des classes orientée en fonction de l'organisation de la production était alors tout à fait plausible puisque cela était en effet le phénomène nouveau qui attirait l'attention, tandis que l'argent et le crédit existaient déjà depuis fort longtemps. Par conséquent le « travail » et le « capital » étaient pensés comme des oppositions (et même comme une « contradiction » par les marxistes qui ne lisent plus ni Marx ni Hegel) et donc comme une forme pour laquelle on cherchait une représentation politique. Les partis socialistes ont été fondés et on a ainsi rénové le système politique (ce qui fut lourd de conséquences) qui doit désormais compter avec une différence structurelle entre les partis politiques organisés et l'organisation étatique.

Si l'on transforme la théorie du système économique en modifiant les concepts issus de la théorie de la production et de la distribution en une théorie des systèmes autoréférentiels, on sape le fondement de toute utilisation, par une agitation politique, du concept de capitalisme. Désormais une théorie du marché devrait être mise au centre de la réflexion et se substituer à une théorie de la production, et les possibilités d'utilisation du *medium*-argent, c'est-à-dire, du point de vue des structures organisationnelles de l'économie, l'organisation bancaire, devraient être mises au centre de l'analyse et remplacer l'organisation hiérarchique. Au lieu de parler de direction et de contrôle social, il faudrait réfléchir tout d'abord sur les conséquences de l'autonomie du système qui ne réagit à des conditions extérieures qu'en fonction de ses structures et de ses opérations propres. On pourrait même montrer, par une réflexion mathématique très simple, que le système économique ne saurait être calculé ni de manière externe ni de manière interne, comme s'il obéissait à des lois mathématiques qui donneraient toujours le même résultat, à condition de partir de positions de départ égales⁷. Il s'ensuit alors que le système économique ne peut pas être planifié, mais qu'il évolue ; il y a certes des planifications, mais elles n'influencent que la condition historique à laquelle le système réagit par l'évolution. Cela correspond, à son tour, à l'expérience selon laquelle les décisions économiquement rationnelles supposent une comptabilité spécifique aux entreprises, donc des bilans, des codes, etc., et elles supposent, comme autre face de leur forme, un marché qui leur soit transparent, bien qu'il soit morcelé et observable - marché du pétrole, des livres anciens, des ordinateurs ou des financements.

Le fait que le système, en opérant *rationnellement*, engendre des *inégalités* parce que, par exemple, celui qui dispose de revenus ou qui peut offrir des garanties obtient plus facilement des crédits, tout cela appartient toujours aux problèmes manifestes de ce sys-

⁷ Cf., à l'aide de machines triviales et non triviales, Heinz von Foerster, *Wissen und Gewissen. Versuch einer Brücke*. Francfort, Suhrkamp, 1993 ; en outre, son article « Das Gleichnis vom blinden Fleck », dans le volume édité par Gerhard Johann Lischka, *Der erstfesselte Blick*, Berne, 1993.

tème. Mais de nombreux problèmes nouveaux viennent s'y ajouter - par exemple d'énormes quantités de capitaux prêtes à être investies, qui ne trouvent pas de débiteurs ayant une honorabilité de crédit, et qui dans certains cas ne le sont pas parce que les risques ne sont pas suffisamment calculables. Il en résulte un flux monétaire spéculatif considérable, dans des proportions qui dépassent facilement dix fois la masse monétaire dépensée pour le paiement des factures. Ainsi c'est non seulement l'économie, par exemple les relations entre les devises, qui est perturbée, mais ce sont également les planifications politiques du développement qui ne peuvent pas se réaliser parce que l'argent existant n'est pas investi. Bref, l'économie, en raison de ses processus autoréférentiels au sein du *medium*-argent et en raison de sa fermeture opératoire, produit un dynamisme propre qui ne peut pas être contrôlé politiquement, et auquel l'économie elle-même ne peut réagir pratiquement qu'après-coup. Autrement dit, le système, en ce qui concerne toutes ses opérations, doit toujours se référer à son état historique actuel, devenant ainsi imprévisible. Ces turbulences dépassent largement les dimensions d'un problème de distribution que l'on pourrait corriger grâce à l'État-providence et, surtout, on ne voit pas ici comment un type quelconque de révolution sociale pourrait se fonder autrement. On peut seulement prévoir les catastrophes qui pourraient résulter de l'écroulement de l'économie de production et de transaction, qui dépend de l'argent.

Mais la question est désormais de savoir comment le système politique peut supporter d'exister à côté d'un voisin aussi désagréable. Et ma réponse sera que c'est grâce aux utopies. Il existe d'autres formules pour une réponse semblable. Certains parlent de politique symbolique, en se rapportant au livre *Politics as symbolic action* (1972) de Murray Edelman. Dans *The organisation of Hypocrisy* (1989) Niels Brunsson distingue, grâce aux analyses de la bureaucratie de l'assistance publique suédoise, entre « *action* » et « *talk* ». Ces présentations peuvent être complétées en indiquant les traits utopiques de cette politique.

L'utopie politique qui permet une coexistence du système politique et du système économique, sous réserve de la différenciation fonctionnelle, porte le nom d'« économie sociale de marché ». Du point de vue politique cette formule indique que l'on veut et que l'on peut réaliser en un seul système les objectifs du système capitaliste et ceux du système socialiste. À la différence de la tradition de l'« utopie » comme genre littéraire, elle ne se présente pas comme une utopie. Il ne s'agit pas d'une image qui contrasterait avec la politique réelle, à partir de laquelle pourraient naître des pensées politiques nouvelles, ou à partir de laquelle ou pourrait critiquer, voire proposer des réformes. Il s'agit d'une composante de l'autodescription du système politique. Mais l'élément utopique se trouve précisément aujourd'hui dans le fait que l'utopie de la politique ne peut pas être déclarée en tant que telle, mais qu'elle doit être traitée comme un point aveugle, comme condition de l'observation politique de la société qui ne peut pas être observée dans la politique.

Du point de vue sémantique, cette formule utilise la polyvalence du terme « social ». D'un côté, toutes les communications qui reproduisent la société sont des opérations sociales, y compris même les pratiques les plus sauvages du marché et le combat dans une cour d'école, les chantages mafieux ou les communiqués de presses équilibrés provenant des centres politiques. Dans cette mesure la formule « économie sociale de marché » est une tautologie, toutes les opérations du marché sont de toute façon des opérations sociales. Mais d'un autre côté, le terme « social » contient égale-

ment en lui une connotation désignant une attitude serviable, gentille, positive à l'égard d'autrui. Ce contenu sémantique est un héritage de la longue tradition moderne qui a employé les termes « social » et « morale » comme s'ils avaient quasiment la même signification, et n'a introduit dans la discussion que le bon côté de la morale. Analysée de manière objective, la formule « économie sociale de marché » dit donc : ma tautologie est bonne, et cela peut alors être également interprété dans le sens du *pathos* libéral de la liberté. À l'aide de cette ambiguïté sémantique, l'utopie politique de l'économie sociale de marché peut se rendre invisible en tant qu'utopie et se borner à fournir des efforts pour résoudre les problèmes quotidiens, grâce à une concertation des parties concernées.

Le titre exact de l'*Utopia* de Thomas More était : *Libellus vere aureus nec minus salutaris quam festivus de optimo reipublicae statu, deque nova insula Utopia*. Par son « *de optimo...* » il s'est conformé à un mode de formulation provenant de la Renaissance. Après le développement historique du genre littéraire « utopie », il ne saurait plus être question de cela du fait des conditions actuelles de la politique. Personne n'énoncerait aujourd'hui des formules politiques en vue d'un *optimum*. Au lieu de cela, il faut choisir d'autres formes d'illusion et les cacher, pour ainsi dire, dans la réalité. Et, en effet, il existe bien pour cela des indices que l'on peut facilement découvrir quand on les cherche. Je me limiterai à mentionner deux points.

Les politiciens considèrent généralement les paiements en argent des caisses publiques, peu importe qu'ils soient refinancés par des impôts ou par des crédits, comme des actions politiques dont les effets bénéfiques peuvent être attribués à la politique. Cette conception est récompensée par des attentes allant en ce sens. Lorsque les politiciens apparaissent sur le terrain, on attend qu'ils apportent de l'argent. Si la marge de paiement est réduite, du fait d'une crise financière, il manque alors aux politiciens un *medium* pour l'activité politique et, dans la plupart des cas, cela engendrera un effort pour trouver de nouvelles sources d'argent.

Du point de vue systématique, cette présentation nécessite une correction. Les paiements sont toujours des opérations autopoïétiques du système économique puisque l'argent sert de *medium* à ce système, et à ce système exclusivement. Il n'y a pas de paiements en dehors de l'économie parce que tout paiement est un produit des paiements antérieurs et reproduit d'autres possibilités de paiement. Ils ne peuvent avoir d'identité que dans le réseau récursif des opérations économiques, et cela vaut indépendamment des motifs du paiement. Mais de tels motifs peuvent alors être de type politique, et quand on peut communiquer les raisons politiques des paiements cela, et cela seul, est une opération politique. On aboutit dans ce cas à une jonction ponctuelle, instantanée, des opérations politiques avec des opérations économiques, jonction qui est cependant immédiatement dissoute. C'est dans le système politique que se décide comment la perte d'argent est récompensée et comment le gain d'argent est utilisé. C'est dans le système politique que se décide comment l'exposé des bienfaits politiques est récompensé politiquement et par qui. Le problème selon lequel il n'y a pas assez de reconnaissance (à juste titre) et selon lequel les effets politiques sont surtout dus à des non-paiements, c'est-à-dire au fait que l'on ne paye pas ou pas autant que ce qui était souhaité, ou que l'on ne verse pas à celui qui peut produire des effets dans le système politique, ne se pose que dans le système politique. C'est en cela que ce que l'on appelle (toujours sans ironie) l'État-providence trouve l'impulsion qui lui permet de croître, et il ne faut pas s'étonner que

l'on observe que ce type de politique est de plus en plus corrigé par des efforts en vue d'obtenir l'approbation privée.

Cependant, du point de vue politique, cette politique constitue une politique tout à fait réussie. Cela est dû au fait qu'elle peut utiliser les avantages de l'attribution causale. Certes, l'attribution causale, comme le démontrent de nombreuses recherches juridiques, économiques et sociopsychologiques, est toujours une construction qui sélectionne les causes et les effets d'une sphère infinie de possibilités qu'elle considère comme importants, mais cette sélection ne peut pas être complètement arbitraire, bien qu'elle se fasse en fonction d'intérêts. Par exemple, elle favorise les actions. Il paraît ainsi parfaitement logique que l'on attribue les paiements à celui qui paye. Celui qui, en revanche, affirme que seule « l'économie » peut payer a donc peu de chance d'être écouté⁸. Cela vaut encore plus dans une société qui dirige l'attention publique grâce aux *mass media* qui, de leur côté, doivent informer et qui dépendent donc des attributions simplifiées. La politique est donc favorisée par les particularités de l'attribution causale et par les limitations des opérations des *mass media*, c'est-à-dire que soit on lui attribue des paiements soit on lui reproche le refus de paiements, ce qui, par la suite, pourra encore provoquer d'autres communications politiques.

En dehors des rapports plutôt formels entre l'économie et la politique, il y a, comme toujours lors des différenciations systémiques, de nombreuses jonctions structurelles par lesquelles les systèmes fonctionnels se perturbent et se fournissent mutuellement en problèmes nécessaires pour fonctionner. Dans le rapport entre l'économie et la politique cela n'est plus depuis longtemps un problème de recettes fiscales ou de création monétaire par l'endettement de l'État. Il ne s'agit plus non plus de prévoyance permettant de faire en sorte que l'économie serve également le « bien public ». C'est plutôt le fait qu'après une longue période de croissance économique, l'attente d'un bien-être croissant est devenue tellement monnaie courante que, dans une période de récession, mais également lors des restructurations pour des raisons économiques, on attend que la politique y remédie. Et la politique ne peut s'empêcher de dire : « je peux le faire ». Elle se réfugie par conséquent dans des utopies.

Cette fuite dans l'utopie vaut non seulement pour la politique du gouvernement en place, qui est transformée, par le biais des fonctions publiques qu'occupent ses membres, en décisions collectivement contraignantes. Elle vaut encore plus pour la politique de l'opposition, pour la politiques des mouvements sociaux et pour tous les autres souhaits qui sont adressés à la politique - c'est-à-dire pour tout ce qui se fait en suivant la devise : « ils pourraient si seulement ils voulaient ». L'utopie politique est ainsi la forme par laquelle on copie le caractère non maîtrisable de la société en l'introduisant au sein du système politique.

⁸ « Or ce ne sont pas les paiements qui engendrent les paiements, mais soit des hommes soit non », peut-on par exemple lire chez Josef Wieland (dans *Die Wirtschaft als autopoietisches System*, in *Delfin*, n° 10, 1988), comme si cela était une vérité établie. Il est tout simplement surprenant de trouver, chez un théoricien de l'action tel que Max Weber, un scepticisme affiché à l'égard de toute attribution à des causes finales - comme si sa concentration sur l'action, en tant que concept fondamental de la sociologie, pouvait éviter au sociologue de poursuivre les chaînes causales qui dépassent cela. Il suffit sans doute aussi au juriste Weber de tenir compte de l'« interruption » des chaînes causales par des actions.

Ensuite, dans le système politique lui-même, surviennent des stratégies paradoxales qui alimentent le système en problèmes nouveaux qui émergent sans cesse. Il suffira d'illustrer cela par quelques exemples particulièrement frappants : premièrement, la politique bloque le marché du travail en empêchant la formation de prix libres du travail, donc elle empêche que les salaires puissent même baisser, et elle promet au lieu de cela la création d'emplois, ce qui ne peut se faire que dans l'économie elle-même puisque les salaires doivent être *payés* et que le paiement doit être *refinancé*. Deuxièmement, la politique, par le biais de subventions ou d'autres moyens, essaie d'encourager la production pour des marchés inexistantes ; et cela uniquement parce que les marchés, plus encore que les investissements, échappent à la planification. Troisièmement, la politique subventionne des pays en voie de développement (= pays à bas salaires) mais elle empêche les importations de produits provenant de ces pays afin de conserver des emplois dans le pays importateur lui-même.

Il ne faudrait pas se méprendre sur ces remarques pointues, en les considérant comme un plaidoyer en faveur d'une politique libérale du « *laissez faire, laissez aller* ». Dans notre société actuelle il n'y a pas de place pour une telle politique, puisque les systèmes fonctionnels sont trop étroitement liés en conséquence de leur spécification, de leur performance et de leur autonomie. Il s'agit plutôt de la question de savoir ce que ce fait de la jonction structurelle des systèmes fonctionnels autopoïétiques, fermés de façon opératoire, produit comme effet à l'intérieur des différents systèmes. Et la communication réussie, utopique, quoique de manière voilée, semble être l'une des seules possibilités qui restent encore au système politique afin de s'accommoder.

En fin de compte, il faut encore poser la question de savoir si nous pouvons tirer de ces analyses des aperçus valables pour le système actuel. Finalement, l'*Utopia* de More était un modèle de société et non pas une théorie de l'État au sens contemporain. Et la discussion portant sur le capitalisme s'est également référée à une société caractérisée par l'économie monétaire. Dans les deux versions, il s'agit en fin de compte du bien-être d'une population qui se trouve réunie en société. À la fin de ce siècle, et face à la situation mondiale qui se présente à nous, des doutes s'élèveront pour demander si un concept de société tellement centré sur les normes et les valeurs est fructueux pour la science - même si l'on souhaite, comme jadis, que les hommes vivent bien.

Si l'on décrit cette société comme un système social global, différencié en différents systèmes fonctionnels, on échappe alors à cette tentation, à savoir celle qui consiste à voir son unité dans le fait qu'elle vise quelque chose de bien. Nous nous occupons au lieu de cela de la question, beaucoup plus réaliste, de savoir comment les systèmes fonctionnels s'accordent mutuellement, tout en maintenant leur mode autoréférentiel d'opération, leur autonomie, leur spécification fonctionnelle. Dans la mesure où aucun système fonctionnel ne peut opérer dans un autre, mais qu'il ne peut reproduire ses propres opérations que sous la condition d'une fermeture opératoire, les jonctions structurelles entre les systèmes ne peuvent fonctionner que si elles respectent leur *autopoïesis*. Elles peuvent apparaître comme étant perturbatrices mais non pas déterminantes. Et chaque système doit produire des informations propres afin de pouvoir amortir et transformer de telles informations.

Cela peut engendrer, à l'intérieur des systèmes concernés, une logique paradoxale qui recommande, comme pourrait le faire tel proverbe, certains modes d'opération, ou leurs contraires, pour lesquels elle dispose d'autres proverbes. Bien sûr, le paradoxe ne doit

pas apparaître en tant que paradoxe, ne doit pas devenir un thème en tant que paradoxe. Mais on peut éviter cela si les différentes données individuelles, par exemple la promesse de « créer » des emplois, peuvent être communiquées avec succès. Cela, à son tour, se fait à l'aide d'une composante utopique dans la communication politique. Dans la constellation qui est la nôtre, il est difficile de voir comment il pourrait en aller autrement. On ne peut donc absolument pas faire de pronostic, bien que déjà se dessinent des pertes de crédibilités auxquelles la politique devra réagir. L'analyse sociologique ne pourra pas lui dire comment réagir. Mais elle pourra contribuer à ce que l'on comprenne les problèmes, qui sont insuffisamment formulés à l'aide de concepts tels que « capitalisme » et « utopie », comme problèmes de la société moderne.

Fakultät für Soziologie
Postfach 100131
33501 Bielefeld - RFA